

## Nomination d'un nouveau RSUE pour les Grands Lacs : l'UE doit intensifier ses efforts diplomatiques pour assurer une paix et une stabilité durables dans la région.

*Bruxelles, 2 septembre 2024* – Les membres du réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) tiennent à exprimer leurs plus sincères félicitations à Mr. Johan Borgstam pour sa récente nomination au poste de Représentant Spécial de l'UE (RSUE) pour la région des Grands Lacs et lui souhaitent beaucoup de succès dans l'accomplissement de ses fonctions. Nous nous félicitons de cette nomination qui marque une étape significative dans les efforts de l'UE pour promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable et témoigne d'un engagement diplomatique renforcé auprès des pays de la région.

Cette nomination intervient à un moment déterminant pour l'avenir de la région. Depuis l'annonce de la stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs en février 2023, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée. La région continue d'être le terrain de conflits violents qui affectent gravement le quotidien de la population. La résurgence du M23 dans l'Est de la République du Congo (RDC) cristallise les tensions régionales et exacerbe une situation humanitaire déjà précaire. Au total, ce sont plus de 7 millions de personnes qui ont dû fuir les violences, dont 6,4 millions pour les seules provinces de l'Ituri, du Sud et Nord-Kivu. Face à cette crise, l'annonce d'un cessez-le-feu indéterminé entre le Rwanda et la RDC constitue une opportunité pour la région. **L'UE doit exploiter ses leviers diplomatiques pour appuyer les efforts de médiations en cours et trouver une solution politique et régionale permettant d'assurer la paix et une sécurité durables, mettant un terme à des décennies de souffrance des populations civiles.**

Les membres de notre réseau et leurs partenaires plaident également pour une vision de long terme pour la région. La relance des négociations de paix doit impérativement être soutenue par des mesures structurelles ciblant les causes profondes de l'insécurité dans l'Est de la RDC, essentiel pour la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les Grands Lacs et la stabilité régionale. Cela inclut notamment de soutenir le gouvernement congolais dans ses efforts de renforcement du secteur de la sécurité et de la justice et de consolidation des institutions étatiques, réformes indispensables alors que la MONUSCO a amorcé son retrait des trois provinces de l'Est. Compte tenu du lien complexe existant entre le commerce de minéraux et l'instabilité qui sévit dans les Grands Lacs, la question de la bonne gestion des ressources naturelles est également fondamentale. L'UE doit faire des principes de transparence, de traçabilité et d'inclusivité des piliers essentiels de ses partenariats stratégiques présents et futurs avec les pays de la région.

Tout en reconnaissant la priorité qui doit être accordée à l'agenda sécuritaire et à la stabilisation de la région, nous tenons à souligner que la question des droits humains et de la bonne gouvernance mérite une attention tout aussi primordiale. Nous observons avec inquiétude le rétrécissement croissant de l'espace civique et démocratique dans les pays des Grands Lacs, caractérisé par la multiplication d'arrestations arbitraires, d'actes d'intimidations et d'harcèlements à l'encontre des défenseurs de droits de l'homme, de journalistes, d'activistes et membres de l'opposition. La société civile se heurte à de nombreux obstacles qui entravent ses activités, pourtant essentielles à la justice sociale et au bien-être des communautés. Confrontés à cette réalité, **nous appelons le nouveau RSUE à placer la promotion des droits humains, de la démocratie et de la bonne gouvernance au cœur de son mandat.**

A-travers une approche Team Europe, nous sommes convaincus que les compétences diplomatiques et l'expérience du RSUE Borgstam joueront un rôle crucial pour rétablir la paix et soutenir le développement durable dans la région des Grands Lacs. Nous nous réjouissons de la perspective d'une collaboration fructueuse vers ces objectifs communs de paix, de participation politique inclusive, de gestion durable et équitable des ressources naturelles et de plein respect des droits humains.

Le réseau Europe-Afrique centrale et ses membres.